

AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS
- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 1^{er} au 7 novembre 2019

Tunisie :

- Le taux d'inflation a diminué en octobre 2019 à +6,5% sur un an selon l'Institut national de la statistique (INS), du fait du ralentissement de la croissance des prix des produits alimentaires.
- Le Conseil d'Analyses Economiques (CAE) tunisien a présenté le 5 novembre 2019 son projet de Pacte pour la compétitivité économique et l'équité sociale (2020-2025).
- Le Congrès annuel de l'association Forex Club de Tunisie, qui s'est tenu le 7 novembre 2019 à Tunis, comprenait deux panels relatifs à la conduite de la politique monétaire et du taux de change dans une phase de transition, et au développement de la crypto monnaie.

Libye :

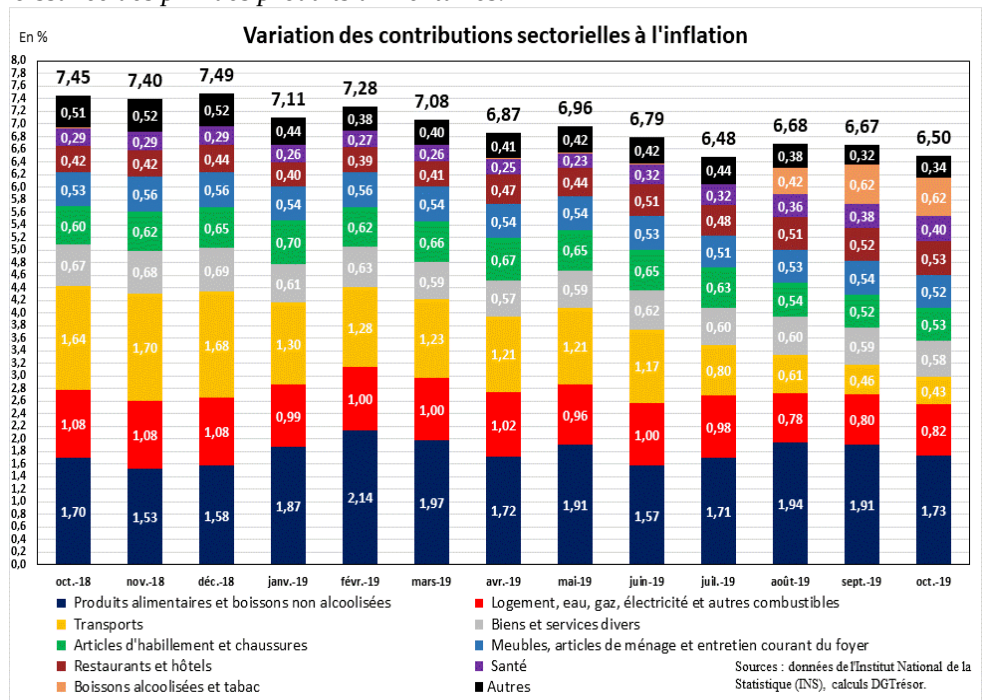
- Un nouveau puits de gaz dans le champ de Wafa et un programme d'amélioration de la production du gisement de Sarir ont été lancés.
- La Banque centrale libyenne (BCL) tente de développer la coopération avec les Etats-Unis.

TUNISIE

- Le taux d'inflation a diminué en octobre 2019 à +6,5% sur un an selon l'Institut national de la statistique (INS), du fait du ralentissement de la croissance des prix des produits alimentaires.

Selon les dernières données de l'Institut National de la Statistique (INS),

le taux d'inflation a diminué en octobre 2019 à +6,50% en glissement annuel (g.a.), après +6,67% en septembre 2019 en g.a. Cette baisse s'explique quasi intégralement par la décélération de la croissance des prix des produits alimentaires (+6,6% en octobre 2019 en g.a., après +7,3% en septembre 2019 en g.a.), notamment celle des viandes (+7,2% en octobre 2019 en g.a., après +8,6% en septembre 2019 en g.a.) et celle du lait, du fromage et des œufs (+7,4% en octobre 2019 en g.a., après +9,1% en septembre 2019 en g.a.). Selon la Banque centrale de Tunisie, le taux d'inflation s'élèverait à +6,8% sur l'année 2019. Enfin, l'inflation sous-jacente « hors produits alimentaires et énergie » atteindrait +6,8% en octobre 2019 en g.a., après +6,9% en septembre 2019.



- Le Conseil d'Analyses Economiques (CAE) tunisien a présenté le 5 novembre 2019 son projet de Pacte pour la compétitivité économique et l'équité sociale (2020-2025).

Le CAE propose un Pacte pour la compétitivité économique et l'équité sociale (2020-2025), qui s'ajoute à 20 Pactes sectoriels de compétitivité. Le Pacte vise à relancer le secteur industriel tout en respectant les contraintes budgétaires. Il repose sur 5 objectifs (croissance économique, exportations, investissement, emploi, classements internationaux) à horizon 2025 : i/ Une croissance du PIB réel de +4,5% sur l'année (contre +2,5% en 2018) ; ii/ Des exportations de biens atteignant 90 Mds TND sur l'année (contre 41 Mds TND en 2018) ; iii/ Un taux d'investissement public et privé de 24% du PIB (contre 21,2% du PIB en 2018 selon le FMI) ; une création annuelle de 84 000 emplois à partir de 2024 (27 600 en 2018) ; faire partie du top 50 des classements de Davos sur la compétitivité (87^{ème} actuellement) et Doing Business sur l'environnement des affaires (78^{ème} actuellement). A cette fin, le Pacte comprend 53 mesures de politiques publiques réparties en 6 piliers : i/ cadre réglementaire législatif (digitalisation des procédures, assouplissement de la réglementation de change, Plan dinar pour redresser la monnaie domestique, incitations fiscales et financières – TVA, droits de douane, etc.) ; ii/ infrastructure (développement des pôles de compétitivité et des infrastructures portuaires) ; iii/ financement (ligne de crédit aux PME notamment) ; iv/ emploi et formation (pour une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de travail) ; v/ développement technologique, innovation et promotion internationale (avec des technopôles au cœur d'une politique technologique ambitieuse) ; vi/ un nouveau Pacte social. En outre, 34 engagements sont à mettre en œuvre par les partenaires sociaux, dont i/ l'augmentation de la part des investissements privés dans l'investissement total (2/3) ; ii/ le développement de la formation continue ; iii/ la mise en œuvre d'un grand projet à forte employabilité dans chacune des régions intérieures ; iv/ la promotion

du dialogue social ; v/ attirer un investisseur stratégique par an. Le président du CAE M. Afif Chelbi propose que la Loi de Finances triennale 2020-2022 intègre les principales mesures à caractère législatif mentionnées.

- *Le Congrès annuel de l'association Forex Club de Tunisie, qui s'est tenu le 7 novembre 2019 à Tunis, comprenait deux panels relatifs à la conduite de la politique monétaire et du taux de change dans une phase de transition, et au développement de la crypto monnaie.*

L'association à but non lucratif [« Forex Club de Tunisie »](#), qui a pour objectif d'encadrer la profession de cambiste en Tunisie, a tenu son congrès annuel le 7 novembre 2019 à l'hôtel Laico à Tunis. Sous le haut patronage du Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), M. Marouane El Abassi, le panel principal traitait de la conduite de la politique monétaire et du taux de change dans une phase de transition. Mme Rym Kolsi (Directrice générale de la Politique monétaire à la BCT) a décrit les grandes évolutions monétaires et financières en Tunisie. Elle a indiqué qu'il était nécessaire d'appuyer l'action de la BCT en restructurant les entreprises publiques en difficulté et le secteur bancaire, en renforçant la stratégie de *decashing* (dans le cadre de la lutte contre la corruption et la contrebande) et en faisant évoluer le système des subventions (subvention des revenus plutôt que des produits). M. Béchir Trabelsi (Directeur général de la gestion des réserves et des marchés à la BCT) a présenté un focus sur le change. Il préfère employer le terme de « *redressement* » actuel du dinar tunisien à celui d'« *appréciation* » car l'évolution du dinar se ferait de manière naturelle (par le marché, sans intervention de la BCT), et la monnaie tendrait ainsi vers son niveau d'équilibre selon lui. Ce redressement du dinar s'expliquerait par i/ un effet de seuil suite à la longue dépréciation du dinar ; ii/ les hausses des taux directeurs ; iii/ la rationalisation de l'offre de dinar (*cf.* la baisse du volume de refinancement) ; iv/ la baisse du pouvoir d'achat des ménages ; v/ l'atténuation des anticipations à la baisse du dinar. Les panélistes étaient M. Christian de Boissieu (vice-président du cercle des économistes), M. Mustapha Kamel Nabli (ex gouverneur de la BCT sur la période de janvier 2011 à juillet 2012), M. Elyes Jouini (Fondateur de l'Association des Tunisiens des Grandes Ecoles – ATUGE) et M. Mongi Safra (professeur universitaire). M. Christian de Boissieu considère qu'il y a un problème de soutenabilité de la dette tunisienne parce que les taux réels seraient supérieurs au taux de croissance de l'économie. En outre, l'inflation est trop élevée et pour la contenir, il importe selon lui d'agir sur les anticipations inflationnistes. Si le dinar est stabilisé, c'est trop tôt pour parler d'appréciation tendancielle du dinar. Les prévisions de croissance du FMI lui paraissent optimistes et la croissance actuelle est « *nettement insuffisante* » pour une économie émergente comme la Tunisie. Il convient selon lui de relever le potentiel de croissance de l'économie et pour y parvenir, la politique monétaire de la BCT ne suffira pas : il faut également des politiques budgétaire, fiscale et structurelle, en répartissant le coût de l'ajustement pour plus d'équité sociale. Selon M. Mustapha Kamel Nabli, la conjonction d'un resserrement monétaire et d'une consolidation budgétaire en Tunisie a abouti à des résultats décevants. Pour lui, cela s'explique par le fait que ces politiques mises en œuvre n'étaient pas les plus pertinentes. Le vrai problème selon lui est le choc d'offre qu'a subi la Tunisie dans les secteurs de l'énergie et du phosphate et cela requiert d'autres mesures de politique économique, d'autant que la « *transformation structurelle de l'économie est stoppée* ». Des politiques structurelles doivent être mise en œuvre. M. Mongi Safra partage cette conclusion : pour lui, il faut notamment réformer le code des changes (qui date de 1976), pour avoir des flux financiers plus stables et moins dépendants des variations du dinar. Plus globalement, M. Elyes Jouini s'interroge sur le concept de transition appliqué à la Tunisie : qu'entend-on par cela et quel est l'objectif final ? S'il pose la question, c'est parce que selon lui il manque une vision stratégique pour la Tunisie (cas par exemple des négociations pour un Accord de libre-échange complet et approfondi, au cours desquelles les motivations tunisiennes sont apparues floues selon M. Elyes Jouini). *In fine*, la vraie transition selon lui est le passage d'une économie de rente à une économie de l'innovation. Il faut favoriser cela et la Tunisie dispose d'atouts à cette fin, dont une population éduquée et des secteurs performants (santé, etc.).

LIBYE

- *Un nouveau puits de gaz dans le champ de Wafa et un programme d'amélioration de la production du gisement de Sarir ont été lancés.*

La compagnie pétrolière nationale (National Oil Corporation - NOC) a annoncé que sa filiale Mellitah Oil and Gas Company a lancé un nouveau puits de production (le puits A-57) à Wafa, d'une capacité de production de 15 millions de pieds cubes par jour. Cette production contribuera à l'augmentation de l'approvisionnement en gaz du réseau local, et le surplus sera exporté. La NOC a ajouté que d'autres puits sont forés dans le champ de Wafa. En outre, des travaux sont en cours pour forer le puits A-58, qui devrait être achevé à la mi-décembre 2019. Par ailleurs, la compagnie AGOCO (Arabian Gulf Oil) a lancé un programme d'amélioration de la production du gisement de Sarir. Ce programme est élaboré dans le cadre du plan d'augmentation des cadences de production de la NOC et financé par un budget extraordinaire approuvé par le Gouvernement d'entente national. Ce programme devrait permettre une augmentation de la production du puits de 93%, passant de 400 barils par jour (b/j) à 772 b/j.

- *La Banque centrale libyenne (BCL) tente de développer la coopération avec les Etats-Unis.*

Le gouverneur de la Banque centrale libyenne (BCL), M. Saddek Elkaber, a engagé des pourparlers aux États-Unis en vue de développer la coopération entre les deux pays, dans le but de stimuler l'économie nationale. M. Elkaber et ses interlocuteurs en ont profité pour évoquer les défis économiques actuels et notamment l'impact de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sur les autres économies.